



Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1. Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[8 822 267]

Commentaires

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national ou fédéral	187 215 766 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[43 680]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[35 240]

NA

Commentaires

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :

Sources : Statistik Austria

1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à

la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	1 075 637 980 [] NA [] NAP	1 101 576 968 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Rising costs in the area of independent jurisdiction (eg expert fees).

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe , veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- Court fees in Austrian proceedings concerning civil and commercial litigation under the civil procedure code (Zivilprozessordnung – ZPO) depend mostly on the value under dispute between the parties of the proceedings. The amount of the fees is laid down in a list or tariff which forms part of our Gerichtsgebührengesetz (GGG). This Act on court fees also specifies the correct way of calculating these costs (in particular the calculation of the assessment basis for the value under dispute).

According to § 14 GGG the assessment basis for the fees of a given case of litigation is the value under dispute (“Streitwert”) according to §§ 54 to 60 of the Jurisdiktionsnorm (JN) determining the basis for the Court’s jurisdiction and for the mode of appeal. §§ 15 to 18 GGG contain specific provisions regarding the value under dispute for specific cases - for example for actions concerning properties or special proceedings like renting.

The court fee according to the “Streitwert” is laid down in fee items (Tarifposten – TP) 1 to 3 of the tariff appended to the GGG (TP 1 for cases of first instance, TP 2 for the second instance and TP 3 for litigation cases before the Supreme Court). If there are more than two parties to the case a percentage is added to these fees according to § 19a GGG (In cases where there are several claimants or defendants a surcharge has to be paid according to § 19a GGG (of 10 percent for the third party and 5 percent for any further party to the proceedings)). As can be derived from this tariff the charge for a proceeding concerning two parties - e.g. - about a value of 7.000 € is 299 € for the first instance (TP 1 GGG), 544 € for the second instance (TP 2 GGG) and 681 € for the Supreme Court (TP 3 GGG).

The court fees for other values can be calculated from the lists respectively.

As a rule court fees for civil lawsuits in Austria are lump sums which cover all costs of the given instance in the case irrespective of the complexity of the case and the concrete amount of expenditure necessary (“Pauschalgebühren”). The list of fees in the tariff is calculated on the average costs and expenditures to maintain the court and its personnel taking also into account the risk for State liability in such cases under the given value of the dispute and social considerations (to allow effective access to justice also for small claims). In Austria the courts have to be maintained by court fees their costs are not provided for by general taxation.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d’une créance d’un montant de 3000€ :

[171]

[] NA

[] NAP

Commentaires After fee item (Tarifpost) 1 Act on court fees (Gerichtsgebührengesetz – GGG) the court fee would be 171 € for the first instance.

009. Montant annuel des taxes perçues par l’Etat (en €) :

[1 194 414 981]

[] NA

[] NAP

Commentaires To a large extent, the high level of court fees can be explained by the fact that courts are responsible for the registers (mainly land and business registers). Small fees are charged for retrieving information from these highly automated and therefore extremely efficient registers or for recording modifications.

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	19 500 000 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires A lump sum of € 19.500.000 represents the approved public budget for payment to the bar for “pro bono” representation of parties. The implemented public budget for payment to the bar for “pro bono” representation of parties is € 19.828.000. The difference between these two figures is mainly due to advance payments to the bar for “pro bono” representation in overlong cases.

These figures do, however, not include court fees for expertise or interpretation, which are also covered by legal aid, but not isolated within the budget. Therefore, no figures can be provided as regards the whole regime of legal aid.

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	19 828 000 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : A lump sum of € 19.500.000 represents the approved public budget for payment to the bar for “pro bono” representation of parties. The implemented public budget for payment to the bar for “pro bono” representation of parties is € 19.828.000. The difference between these two figures is mainly due to advance payments to the bar for “pro bono” representation in overlong cases.

These figures do, however, not include court fees for expertise or interpretation, which are also covered by legal aid, but not isolated within the budget. Therefore, no figures can be provided as regards the whole regime of legal aid.

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
------------------------	-----------------------

Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : See Nr. 7.

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre ministère	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Parlement	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Tribunaux	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser : "other ministry": Ministry of Finance
„other“: Higher regional Courts

The Minister of Justice splits the budget allocated by the Federal Financial Law – among others – to the Supreme Court and the Higher regional courts. The president of the Supreme Court and the presidents of the four Higher regional courts manage and evaluate the allocated court budget.

014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Président du tribunal	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Directeur administratif du tribunal	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Greffier en chef	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : "Haushaltsinformationssystem" (household database) on the basis of the consolidated closing of accounts ("Bundesrechnungsabschluss 2018")

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	1 506 193 000 [] NA [] NAP	1 576 926 389 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The higher figure of the implemented budget compared to the approved budget is mainly a result of an increase in costs for health care and hospitalization in the prison System, interpretation, drug rehabilitation, medical or therapeutic follow-up care for former prisoners on probation. In addition, there was also an increase in costs for interpreters and experts in court proceedings.

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Tribunaux (voir question 6 ou 7)	(X)	()	()

Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)	(X)	()	()
Ministère public (voir question 13 ou 7)	(X)	()	()

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Système pénitentiaire	(X)	()	()
Service de probation	(X)	()	()
Conseil supérieur de la magistrature	()	()	(X)
Cour constitutionnelle	()	(X)	()
Service de gestion du système judiciaire	()	()	(X)
Service de l'avocat d'Etat	()	()	(X)
Service de l'exécution	(X)	()	()
Notariat	()	(X)	()
Service d'expertise légale	()	(X)	()
Protection judiciaire de la jeunesse	()	(X)	()
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X)	()	()
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	()	(X)	()
Service d'immigration	()	(X)	()
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	()	(X)	()
Autres	(X)	()	()

Si « autres », veuillez préciser : The budget of the whole justice system also includes state funding concerning guardianship (EUR 48.417.000 approved and implemented) and grants to victim assistance facilities (EUR 7.943.000 approved/EUR 7.906.259,21implemented), as well as the data protection authority (= Datenschutzbehörde) (EUR 1.939.000 approved/ EUR 2.070.864,95 implemented).

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : "Haushaltsinformationssystem" (household database) on the basis of the consolidated closing of accounts ("Bundesrechnungsabschluss 2018).

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- Criminal cases

In principle every person who retains a defence lawyer or another representative has to bear the costs him- or herself even if the lawyer was appointed ex officio (sec 393 para 1 CCP). According to sec 61 para 2 CCP the court has to decide upon total or partial legal aid on the request of the defendant if the defendant cannot bear the total costs for the defence lawyer without impairment of his/her own or his/her family's maintenance which enables him/her to a simple lifestyle and if it is necessary in the interest of justice in particular in the interest of an adequate defence. In any case legal aid has to be granted during the whole procedure if and as long as the defendant is held in pre trial detention; •during the entire procedure on the confinement in an institution for mentally abnormal offenders; •during the trial on the confinement in an institution for addicted offenders in need of curing and on the confinement in an institution for dangerous subsequent offender; •during the trial in front of a jury or of a court of lay assessors; during the trial in front of a single judge if the sentence which may be imposed is more than three years of deprivation of liberty; •during the appeal procedure against a verdict of a court of jury or a court of lay assessors, in case the European Court for Human Rights has determined a violation of the European Convention on Human Rights or an additional Protocol to it for conducting the request for the reopening of the procedure and for the trial in public;

•if the defendant is blind, deaf, mute or otherwise handicapped or is not able to conduct the defence by him/herself because he/she can do not understand the language at court,

•for the appeal procedure,

•if the factual and legal position is difficult.

Where in any case the defendant needs a defence lawyer, the court has to decide on legal aid ex officio even if the defendant does not request for it but further requirements to provide legal aid are given.

With regard to the decision on legal aid the court has to examine the defendant's economic capacity to bear the costs for a defence lawyer. The economic capacity is determined by the maintenance which enables the defendant and his/her family to a simple lifestyle, and can be identified at the bases of the minimum living wage which may not be garnished given by sec 5 of the act on garnishment of wages and the appropriate maintenance which is higher than the minimum living wage. In particular the income and other assets on the one hand and the number of persons who are entitled to maintenance on the other hand determine the threshold for the court decision on the obligation on costs reimbursement.

If the court has ordered the assignment of a defence counsel, the court has to notify the committee of the relevant Bar Association at the seat of the court in order for that committee to appoint an attorney to act as defence counsel. In this process and insofar as possible,

the committee has to take into account the wishes of the accused concerning the choice of person to act as defence counsel in agreement with the named attorney (sec 62 para 1 CCP).

Civil cases

A party with insufficient financial means may apply for legal aid when entering into litigation or at any time later as long as the civil proceeding is still pending. As far as required the court can give legal aid by (wholly or partially) freeing the indigent party from court fees and other fees (fees for experts, interpreters, witnesses and guardians appointed by the court - as representatives for absent parties or parties in need of guardianship -, the parties' travelling expenses, and costs of announcements) and by providing legal representation (by a lawyer) free of charge.

Where legal representation is provided, legal aid also covers the pre-trial advice given by the lawyer. Legal aid is granted only as the applicant - according to his income, assets and maintenance obligations - is unable to bear (any or part of) the costs mentioned above without endangering the minimum subsistence level necessary to allow a simple standard of living. Legal aid is denied if the claim or defence of the applicant is manifestly unfounded or manifestly not brought in good faith. Legal aid is granted in all civil and commercial court proceedings regardless of the applicant's nationality or place of residence.

If legal aid is granted in the main proceeding, the same also applies to the enforcement proceedings. A party which was granted legal aid for a particular legal dispute in another EU Member State is also entitled to legal aid in Austria for a proceeding concerning the recognition and enforcement of the decision given in that dispute. If an application for legal aid is submitted concerning an urgent case (e.g. legal representation in the case of interim measures) the court has to decide speedily. If the court decides that the legal aid includes the assistance of a lawyer, the local lawyers chamber selects a lawyer from among its members, by alphabetical order.

However, the applicant may propose a lawyer himself. Although this proposal is not binding on the local lawyers chamber, it will in general accept a well-founded proposal (e.g. if the lawyer is willing and already familiar with the case). The local lawyers chamber usually appoints a lawyer to represent the applicant within a few days. The application form (ZPForm 1) contains a summary of assets (income, property such as real estate, money in bank accounts, insurance policies, etc.) and liabilities (maintenance, etc.), personal data and information on the applicant's living conditions. Supporting documents are to be submitted as far as possible. False or maliciously incomplete information can lead to considerable fines and can also result in civil liability or criminal prosecution for fraud. At its discretion the courts may grant full legal aid or – depending on the applicant's circumstances and taking into account expected costs – partial legal aid, covering only certain fees. But if the applicant loses the case, he has to reimburse the successful party's procedural costs.

Legal aid covers all stages of the proceedings. As long as it has not been withdrawn because of a change in the applicant's circumstances or annulled by the court if it is established that the conditions under which the aid was granted were not borne out, legal aid covers any appeal (or appeal procedure).

The court must withdraw legal aid if it is established that the initial conditions under which legal aid was granted have ceased to apply (i.e. there are changes in the party's circumstances or the claim proves to be manifestly unfounded or not brought in good faith) or there is proof that the conditions for granting legal aid were not met even at the time when legal aid was granted. In the latter case the party must pay back the amounts received. During a period of three years from the end of the proceedings, a party recovering enough money must refund legal aid benefits, provided this does not endanger his minimum subsistence level. In order to examine the applicant's circumstances, the court orders an up-to-date summary of assets and liabilities.

017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des

décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser : Legal aid according to § 64 of the Austrian Civil Procedure Order (Zivilprozessordnung, ZPO) extends to enforcement proceedings.

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : See above Point 016-1.

2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	21 111 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	21 111 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	5 039 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 039 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	16 072 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	16 072 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant :

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Victimes	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : As far as civil cases are concerned, according to § 63 of the Austrian Civil Procedure Code (Zivilprozessordnung, ZPO) legal aid is granted to a party as a whole or partly, if the costs of the proceeding otherwise would compromise the necessary maintenance.

Legal aid is granted only as the applicant - according to his income, assets and maintenance obligations - is unable to bear (any or part of) the costs of the proceeding without endangering the minimum subsistence level necessary to allow a simple standard of living.

For criminal cases see the answer to question 16. As far as administrative cases are concerned, according to § 8a of the Proceedings of Administrative Courts Act – VwGVG and the Austrian Civil Procedure Order (Zivilprozessordnung, ZPO) legal aid is granted to a party as a whole or

partly, if the costs of the proceeding otherwise would compromise the necessary maintenance.

Legal aid is granted only as the applicant - according to his income, assets and maintenance obligations - is unable to bear (any or part of) the costs of the proceeding

without endangering the minimum subsistence level necessary to allow a simple standard of living.

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

le tribunal

une instance extérieure au tribunal

une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :

Sources : Sources: XXX

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1. Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

Oui	Adresse(s) internet :
-----	-----------------------

aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	()	(X) www.ris.bka.gv.at
à la jurisprudence des hautes juridictions	()	(X) www.ris.bka.gv.at ; www.findok.bmf.gv.at
à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne)	()	(X) www.justiz.gv.at ; www.findok.bmf.gv.at ; www.vwgh.gv.at/service/formulare

Veillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » : Tool for finding competent courts

List of public prosecution offices

List of courts

Information concerning Federal Act on the Re-Use of Public Sector Information

Database of official publications [Ediktsdatei] (publications of the Business Register, real property auctions, insolvency database, etc.)

Land Register

Commercial Register

List of experts and interpreters

List of mediators

List of insolvency administrators

www.justiz-auktion.at in accordance with the provisions of the Austrian Enforcement Code

Documents submission service

Form sheets/Online submissions (www.eingaben.justiz.gv.at)

Access to Electronic Legal Communication

Access to <http://ec.europa.eu/odr> (online out-of-court settlement)

Public announcements of Justice

Findok is an internet site concerning financial documentation

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

() Oui, toujours

(X) Non

() Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Opfernotruf 0800 112 112 (116 006); www.opfer-notruf.at

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle/viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Minorités ethniques	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Personnes handicapées	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser :

031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) :

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

(X) Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions :According to the Crime Victims Act ("Verbrechensopfergesetz"), Austrian citizens, citizens of other EU- or EEA-Member States as well as others who stay legally in Austria or on an Austrian (air)ship at the moment of the crime, are entitled to economic compensation and social benefits (like psychological care) under certain conditions, if they suffered bodily harm caused by an intentionally committed offence for which a sentence of more than six months of imprisonment is provided.

() Non

Commentaires

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :

[X] d'un dispositif avec des fonds publics

[X] des dommages et intérêts à payer par la personne responsable

[] d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

- Oui
 Non
 NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
Durée excessive de la procédure	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
Arrestation injustifiée	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
Condamnation injustifiée	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
Autre	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice



038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
1. Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
3. Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
4. Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
5. Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
7. Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : "Trust in the Austrian Justice System 2016" by agency Ecoquest Market Research & Consulting GmbH – ad hoc survey aimed at 1.000 Austrian People (random choice)

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Instance supérieure	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Conseil supérieur de la magistrature	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	53 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Instance supérieure	357 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Ministère de la Justice	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	5 360 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : The variations in number of complains is due to introduction of administrative courts complains.

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1. Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux
42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	128 [] NA [] NAP
42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	18 [] NA [] NAP
42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	102 [] NA [] NAP

Commentaires

043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

	Nombre de tribunaux
Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	18 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	2 [] NA [] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	1 [] NA [] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	2 [] NA [] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP
Tribunaux administratifs	11 [] NA [] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	1 [] NA [] NAP

Tribunaux militaires	[] NA [X] NAP
Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance	2 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions : On principal every court has to deal with all judicial issues; in the biggest Austrian cities certain courts are specialised, i.e. five in Vienna (civil cases, criminal cases, commercial cases [2 x], employment- and social welfare cases) and two in Graz (criminal cases, remaining cases)

044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Veuillez préciser :

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
le recouvrement d'une petite créance	115 [] NA [] NAP
le licenciement	16 [] NA [] NAP
le vol avec violence	16 [] NA [] NAP
faillite	132 [] NA [] NAP

Commentaires

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[15 000]

Commentaires

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1. Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	2 411 [] NA [] NAP	1 190 [] NA [] NAP	1 221 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	1 957 [] NA [] NAP	926 [] NA [] NAP	1 031 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	321 [] NA [] NAP	174 [] NA [] NAP	147 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes	133 [] NA [] NAP	90 [] NA [] NAP	43 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Data in full time equivalent

1.: district and regional Courts + administrative court

2.: courts of appeal

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	85 [] NA [] NAP	50 [] NA [] NAP	35 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	62 [] NA [] NAP	36 [] NA [] NAP	26 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	20 [] NA [] NAP	11 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	3 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si

possible au 31 décembre de l'année de référence):

	Donnée
Donnée brute	47 [] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	30 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question : The number belongs to administrative courts.

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

(X) Non

[] NAP

Commentaires

049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :

	Donnée
Donnée brute	[X] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[X] NA [] NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
affaires pénales (infractions graves)	()	()	(X)
affaires pénales (infractions mineures)	()	(X)	()
affaires familiales	()	(X)	()
affaires de droit du travail	()	()	(X)

affaires de droit social	()	()	(X)
affaires commerciales	()	()	(X)
affaires de faillite	()	(X)	()
autre affaires civiles	()	(X)	()

[] NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?

[X] affaires pénales

[] affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	4 966 [] NA [] NAP	1 481 [] NA [] NAP	3 485 [] NA [] NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	833 [] NA [] NAP	322 [] NA [] NAP	511 [] NA [] NAP

2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)	342 [] NA [] NAP	83 [] NA [] NAP	259 [] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	764 [] NA [] NAP	253 [] NA [] NAP	511 [] NA [] NAP
4. Personnels techniques	53 [] NA [] NAP	33 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	2 974 [] NA [] NAP	790 [] NA [] NAP	2 184 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser : Handling of case files (“Kanzlei”)

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	4 966 [] NA [] NAP	1 481 [] NA [] NAP	3 485 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	4 307 [] NA [] NAP	1 245 [] NA [] NAP	3 062 [] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	493 [] NA [] NAP	173 [] NA [] NAP	320 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	166 [] NA [] NAP	63 [] NA [] NAP	103 [] NA [] NAP

Commentaires

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

pour l'aide judiciaire

en matière familiale

pour les ordres de paiement

pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)

exécution des affaires civiles

exécution des affaires pénales

autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)

pour les affaires non contentieuses

NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions : "Rechtspfleger" are judicial officers with a special training and special qualifications, who are assigned the handling of certain first-instance transactions under civil law. They are bound to the instructions of the judge responsible for the case according to the distribution of court business, who may also reserve the handling of the legal case to themselves at any time and at any stage. "Rechtspfleger" may only issue court orders. The judges themselves may grant appeals against these orders, but there is also the legal remedy of requiring submission of the case to a judge. The scope of competences of "Rechtspfleger" comprises, inter alia, default actions, confirming the legal effect and enforceability of rulings by judges in their field of work, decisions on applications for legal aid in court-clerk proceedings and performing official acts on the basis of a request for judicial assistance by a domestic court or a domestic authority.

"Rechtspfleger" have a particularly comprehensive workload in forced-collection proceedings and in personal bankruptcy cases. In addition, they maintain the land register and the trade register. areas of responsibility are probate and custody proceedings (non-litigious matters). Only court officers are admitted to the training as "Rechtspfleger". They must have passed the secondary-school leaving examination (Matura), or the career examination for civil servants. They must also have worked in a court office for two years and passed the court-office examination and the specialservice examination. The training lasts three years.

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

Oui

Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

la maintenance informatique

la formation du personnel

la sécurité

les archives

le nettoyage

autres types de services (veuillez préciser) :Caretaker

Commentaires

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

Sources : Managementinformationsystem ("MIS") of PM-SAP

3.3.Ministère public

3.3.1.Procureurs et personnel



055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir

l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	375 [] NA [] NAP	200 [] NA [] NAP	175 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	336 [] NA [] NAP	175 [] NA [] NAP	161 [] NA [] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	21 [] NA [] NAP	15 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	18 [] NA [] NAP	10 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	31 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP	11 [] NA [] NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	22 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	8 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions : The agents of public prosecutor's offices ("Bezirksanwälte") are judicial officers with legal training, and are allowed to act for the public prosecutor's offices under the supervision of a public prosecutor (Quite similar to the "Rechtspfleger", but with a lower range of competence); agents of public prosecutor's offices in training included.

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[166]

[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez

indiqué à la question 55 ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

Oui

Non

Commentaires

060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	338 <input type="checkbox"/> NA	62 <input type="checkbox"/> NA	276 <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60

Sources : Managementinformationsystem ("MIS") of PM-SAP Specific statistics in the field of personnel monitoring and controlling (managed by the MoJ)

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

Oui, veuillez préciser	Non
------------------------	-----

des juges	(X) Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 58/2019) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 246/2017).	()
des procureurs	(X) Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 58/2019) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 246/2017).	()
du personnel non-juge	(X) Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 58/2019) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 246/2017).	()
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)

des agents d'exécution	(X) Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgestz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 58/2019) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 246/2017).	()
------------------------	---	-----

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgestz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 58/2019) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 246/2017).

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X) Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgestz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 58/2019) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 246/2017) when applying for senior positions. In addition, the mentioned legal provisions provide for the preferential treatment of women applying for trainings, which help them qualify for senior positions.	()

des procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 58/2019) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 246/2017) when applying for senior positions. In addition, the mentioned legal provisions provide for the preferential treatment of women applying for trainings, which help them qualify for senior positions.	<input type="checkbox"/>
du personnel non-juge	<input checked="" type="checkbox"/> Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 58/2019) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 246/2017) when applying for senior positions. In addition, the mentioned legal provisions provide for the preferential treatment of women applying for trainings, which help them qualify for senior positions.	<input type="checkbox"/>
des avocats	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
des notaires	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

des agents d'exécution	(X) Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 58/2019) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 246/2017) when applying for senior positions. In addition, the mentioned legal provisions provide for the preferential treatment of women applying for trainings, which help them qualify for senior positions.	()
------------------------	---	-----

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 58/2019) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 246/2017) when applying for senior positions. In addition, the mentioned legal provisions provide for the preferential treatment of women applying for trainings, which help them qualify for senior positions.

3.4.2 Au niveau national

061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :

	Oui	Non
les juges	(X)	()
les procureurs	(X)	()
le personnel non-juge	(X)	()
les avocats	(X)	()
les notaires	(X)	()
les agents d'exécution	(X)	()

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ?

https://www.ris.bka.gv.at/Dokumente/Bundesnormen/NOR40197072/II_246_2017_Anlage.pdf (see Annex, p 9 ff)

061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? -Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 58/2019) and the Action Plan for the promotion of women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 246/2017) - <https://www.ris.bka.gv.at/GeltendeFassung.wxe?Abfrage=Bundesnormen&Gesetzesnummer=10008858> - https://www.ris.bka.gv.at/Dokumente/Bundesnormen/NOR40197072/II_246_2017_Anlage.pdf -Catalogue of measures to promote women and their equal treatment within the Federal Ministry of Constitutional Affairs, Reforms, Deregulation and Justice : -Participation in the inter-ministerial cross-mentoring-program for Women provided by the Federal Chancellery continuous training offer promoting women (e.g. trainings for women returning after maternity leave, etc) <https://www.jobboerse.gv.at/aufstieg/crossmentoring/index.html> - design of a concept on human resource development dedicated to the specific needs of the individual

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
le recrutement des juges	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
la promotion des juges	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
le recrutement des procureurs	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
la promotion des procureurs	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
le recrutement du personnel non-juge	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
la promotion du personnel non-juge	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires Equal opportunities commission
Equal-treatment officer and deputy officers and contact persons for equal treatment.
Working Group for equal treatment.

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte) Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 58/2019), Articles 22 ff, 26 ff, 28 ff, 35 ff

[] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme) Equal opportunities commission: attached to the Federal Chancellery (Art 22 Federal Equal Treatment Act)

Equal-treatment officer and deputy officers and contact persons for equal treatment: attached to the Minister of Constitutional Affairs, Reforms, Deregulation and Justice (Art 26, 28 Federal Equal Treatment Act)

Working Group for equal treatment: attached to the Ministry of Constitutional Affairs, Reforms, Deregulation and Justice (Art 35 Federal Equal Treatment Act)

[] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours) In hearings for the recruitment of judges or prosecutors with candidates of different sex, the equal-treatment officer has a right to sight the application forms and documents. She has to be heard by the personnel chambers ("Personalsenate") and is allowed to ask questions (Para 32b Judges' and Public Prosecutor's Office's Service Act (Richter- und Staatsanwaltschaftsdienstgesetz; Federal Law Gazette Nr 305/1961; last modified by Federal Law Gazette I Nr 120/2018). See Regulation regarding the Action plan for Promotion of women at the Supreme Administrative Court of Austria, BGBl. II Nr. 175/2018 and B-GIBG. In case the equal-treatment officer decides not to take part in the hearing she is entitled to give a written statement about criteria the personnel chambers have to take into consideration ranking the candidates.

According to the Federal Equal Treatment Act, she is – provided the consent of the victim – entitled to levy disciplinary complaints to the respective authorities in case she suspects an act of discrimination, especially concerning, for instance, the recruitment and / or promotion procedure, the salary or other social benefits, admissions to initial or continuous trainings, working conditions or the termination of an employment relationship. (Article 26 with further references, esp. to Article 4).

In addition, the equal-treatment officer is the contact person for women for any questions, needs, complaints or notifications related to equality matters.

See Regulation regarding the Action plan for Promotion of women at the Supreme Administrative Court of Austria, BGBl. II Nr. 175/2018 and B-GIBG. administrative Courts:
 Consultation and Information, partial permission to disciplinary notice.

[] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	(X)	()
dans les services du ministère public (procureurs)	(X)	()

pour le personnel non-juge des tribunaux	(X)	()
--	-------	-----

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Contact persons for equal treatment (Article 35 ff Federal Equal Treatment Act [Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 58/2019]).

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. NA!

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : Regarding the Action plan for Promotion of women at the Supreme Administrative Court of Austria, see Regulation BGBl. II Nr. 175/2018 and B-GIBG.

les mesures prévues (veuillez préciser) : ----

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires please see answers to 61-5.

061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :

les procédures de recrutement (veuillez préciser) :

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :

	Oui, veuillez préciser	Non
les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires	()	(X)
la composition des audiences collégiales est toujours mixte	()	(X)
il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc.	()	(X)

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

Organisation

Politiques et stratégies informatiques	<input checked="" type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> autre
TI Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> autre

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?

Oui

() Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux) Among other projects the Federal Ministry of Constitutional Affairs, Reforms, Deregulation and Justice operates an idea management system and an intranet site to detect and promote innovations regarding IT. The Federal Ministry of Constitutional Affairs, Reforms, Deregulation and Justice has also installed several feedback groups and other instruments with practitioners.

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

(X) Oui

() Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

[] les processus opérationnels

[] la charge de travail

[X] les ressources humaines

[X] les coûts

[] autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

(X) Oui

() Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) Internal Auditing Department of the Federal Ministry of Constitutional Affairs, Reforms, Deregulation and Justice.

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) Yes, the Court Organisation Act (Gerichtsorganisationsgesetz – GOG) regulates the data protection framework for courts (§§ 83 et seq. GOG). The court shall pronounce whether the alleged infringement has taken place and, where appropriate, issue the necessary orders to the competent court. An appeal against the decision may be brought before the Supreme Court under certain circumstances.

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

Oui

Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès The data is stored in the register of case called



3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

Oui

Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
--	---	-----------------------------------

Civile et/ou commerciale	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux (X) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	(X) Oui () Essai pilote () Non [] NA
Pénale	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	(X) Oui () Essai pilote () Non [] NA
Administrative	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux (X) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	(X) Oui () Essai pilote () Non [] NA

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- (X) 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- () 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

(X) Oui

() Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnection d'un CMS avec un outil statistique
Civile et/ou commerciale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	(X) accessible aux parties () publication de la décision en ligne () les deux () non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Pénale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() accessible aux parties () publication de la décision en ligne () les deux (X) non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Administrative	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() accessible aux parties () publication de la décision en ligne () les deux (X) non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
---------------------	--	-----------------------------	--

Registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Registre relatif aux entreprises	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l'outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d'autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Gestion des frais de justice	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires Monthly controlling reports of the budgetary authorities.

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l'activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires The data for the measurement tools is provided by the CMS, but there is no way get access to this data directly by using the CMS.

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--	--

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[X]	[]	[X]	[] SMS [] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Pénale	[]	[]	[X]	[] SMS [] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Administrative	[X]	[]	[X]	[] SMS [] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]

Commentaires

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties

- (X) Oui
() Non

Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat

- (X) Oui
() Non

Commentaires

064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant. Civil and/or Commercial: Payment order system, enforcement case system

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).

Oui

Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par

exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement

Commentaires

3.6. Performance et évaluation

3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

dans les services du ministère public

() Oui

(X) Non

Commentaires

3.6.2.Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

[X] nombre de nouvelles affaires

[X] durée des procédures (délais)

[X] nombre d'affaires terminées

[X] nombre d'affaires pendantes

[X] stocks d'affaires

[X] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[] satisfaction du personnel des tribunaux

[] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[X] coûts des procédures judiciaires

[X] nombre de recours

[] taux de recours

[X] clearance rate

[] disposition time

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

[X] nombre de nouvelles affaires

- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Operational Information System (BIS) annually

Periodic check lists (on October 1st of every year)

Internal audit examination all 4 to 7 years (less frequent)

Monthly statistics about incoming and closed cases ("Kurzstatistik") (more frequent)

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Operational Information System (Sta-BIS) annually

Periodic check lists (on October 1st of every year)

Internal audit examination all 4 to 7 years (less frequent)

Monthly statistics about incoming and closed cases ("Kurzstatistik") (more frequent)

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

Oui

Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :

Conseil Supérieur de la Magistrature

Ministère de la Justice

Organe d'inspection

Cour Suprême

Organe d'audit extérieur

Autre (veuillez préciser) :Head of the organisational unit or hierarchical superior court

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)

- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	()	(X)
dans les services du ministère public	()	(X)

Commentaires

3.6.4. Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Federal Computing Centre of Austria (Bundesrechenzentrum GmbH)

() Non

Commentaires

080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:

- () Oui, sur internet
- (X) Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- () Non

Commentaires

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Federal Computing Centre of Austria (Bundesrechenzentrum GmbH)

Non

Commentaires

080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires Administrative Courts:

The activity report is prepared once a year by every administrative court and publicly available. The report contains, among others, the number of incoming and resolved cases, the number of cases, which were still open at the end of the year, type of proceedings, duration of proceedings, number of staff, etc. The reports are published.

Administrative Supreme Court:

The activity Reports includes general remarks, personnel structure, statistics of pending and completed cases and a selection from the case law. The Report is transmitted to the Federal Chancellor and other important state authorities.

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires Administrative Supreme Court: Annual

Administrative Courts: Depending on the court's Organisation between 1 and 3 years.

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

- Internet
 Intranet
 Diffusion papier

Commentaires

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- Oui
 Non

Commentaires There are no specific targets given to the Judges, which are seen as a conflict with the Independence of Courts.

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

- Pouvoir executif (par exemple ministère de la Justice)
- Pouvoir législatif
- Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)
- Président de la juridiction
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

- Oui
- Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- Oui
- Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

- Pouvoir executif (par exemple Ministère de la Justice)
- Procureur général /Procureur de la République
- Conseil supérieur des procureurs
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires There are no specific targets given to public prosecutors.

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation

- Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : NA

4. Procès équitable

4.1. Principes

4.1.1. Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

NA

NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :

[]

NA

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

Pour les procédures civiles (non-exécution)

Pour les procédures civiles (durée)

Pour les procédures pénales (durée)

NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour

Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées): The Ministry of Justice disseminates current information to all courts and prosecution services about the jurisprudence of the ECtHR by annual circular letters. Judgments of the ECtHR are discussed on a regular basis in the advanced training courses for judges on fundamental rights and in seminars for candidate judges and legal trainees. Sec 363a CCP provides that a retrial shall be held on application in so far as it cannot be ruled out that a violation of the ECHR or one of its Protocols, which was established in a judgment of the ECtHR on account of a decision or order of a criminal court, might have affected the decision in a manner detrimental to the person concerned. According to the jurisprudence of the Supreme Court (13 Os 135/06m), an application under sec 363a CCP may be lodged with the Supreme Court even prior to an application with the ECtHR, because sec 363a CCP must not be interpreted as permitting a retrial only in cases where a violation of Convention rights has already been established in a judgment against Austria by the ECtHR. The ECtHR considers an application under sec 363a CCP an effective and appropriate remedy for the purpose of Article 35 of the Convention (ECtHR 6.10.2015, ATV Privatfernseh GmbH, Appl.no. 58842/09).

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?

Oui

Non

NAP

Commentaires If a judgment by the European Court of Human Rights determines that a decision or order by a criminal court violates the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, BGBl. No. 210/1958, or one of its Additional Protocols, upon request those proceedings have to be renewed insofar as it cannot be ruled out that this violation may have a negative impact on the content of the decision of a criminal court for the person concerned (sec 363a para 1 CCP).

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.

Sources : See above

4.2. Durée des procédures

4.2.1. Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : in civil cases:

“Einstweilige Verfügung” (“Urgent order”)

Concerning criminal cases sec. 9 CCP states that criminal proceedings in general shall be handled without undue delay (para. 1); according to para. 2 cases of pretrial detention shall be dealt with even more swiftly.

in administrative cases:

e.g. deportation detention, aliens' legislation

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Civil Cases:

Austrian Payment Order:

The Austrian Code of Civil Procedure includes a fully tried and tested order for payment procedure (Mahnverfahren) for payment claims. Most payment claims in Austria are processed online in a simplified, fast-track order for payment procedure. The order for payment procedure is limited to payment claims other than those which have to be decided in a special type of 'non-contentious' procedure (Ausserstreitverfahren). The order for payment procedure has been limited to amounts in dispute of up to EUR 75 000 since 1 July 2009. Claims for amounts over that limit must be filed under the 'ordinary' civil procedure in the form of preparatory pleadings. The order for payment procedure is mandatory in Austria for claims up to the limit referred to above. The Austrian order for payment procedure cannot be used if the defendant is domiciled or habitually resident or has its registered office abroad. Such disputes must be settled under the 'ordinary' civil procedure. Depending on the claim, the court with jurisdiction will either ask the defendant to submit a defence within four weeks or set a date for a hearing.

Alternatively, payment claims against defendants resident in another Member State may be enforced under the European order for payment procedure:

For cross border cases within the EU the European Payment Order can be used (Regulation (EC) No 1896/2006 of the European Parliament and of the Council of 12 December 2006 creating a European order for payment procedure). Please see https://e-justice.europa.eu/content_order_for_payment_procedures-41-en.do?init=true for further information.

European procedure for small claims:

The European Small Claims procedure is designed to simplify and speed up cross-border claims of up to € 5000. It is available to litigants as an alternative to the procedures existing under the laws of the Member States. A judgment given in the European Small Claims Procedure is recognized and enforceable in another Member State without the need for a declaration of enforceability and without any possibility of opposing its recognition. For further information please see https://e-justice.europa.eu/content_small_claims-42-en.do?init=true.

Criminal Cases:

According to Sec 491 CCP (entered into force on 1.1.2015) in proceedings before the District Court and the Regional Court as a single judge the sentence can be set by written penal order without a previous trial if

1. it is only a misdemeanour (threat of punishment prison sentence up to three years), the accused person was under the examination to the criminal charge and expressly waives a trial,
2. there is no reason for a different kind of ending the proceedings (diversion or abatement of action),
3. the results of the investigation are sufficient for the assessment of all relevant circumstances and the rights and legitimate interests of victims are not affected ("Mandatsverfahren").

The written penal order has to be confined to fines or prison sentences up to one year on probation.

administrative cases (Misdemeanour criminal cases):

If the Administrative Court has pronounced the ruling including the essential reasons for the decision, the court has to produce a minute. According to Sec 29 of the Proceedings of Administrative Courts Act – VwGVG just upon request of the parties concerned within two weeks a written copy of the ruling shall be served on the parties.

In administrative proceedings in matters of taxes, customs duties and respective penalties, there is no simplified procedure.

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

affaires civiles

affaires pénales

affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : See the answer to question 88.

Civil cases:

According § 417a para 1 Civil Procedure Code (Zivilprozessordnung – ZPO) the grounds of the judgment may be limited in certain cases. The condition for this is that the judgement was given orally in the presence of both parties (§ 414 Civil Procedure Code (Zivilprozessordnung – ZPO)) and that none of the parties filed an appeal in time against the judgment (§ 461 para 2 Civil Procedure Code (Zivilprozessordnung – ZPO)).

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	522 569 [] NA [] NAP	3 267 183 [] NA [] NAP	3 274 813 [] NA [] NAP	514 939 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	32 437 [] NA [] NAP	83 403 [] NA [] NAP	84 061 [] NA [] NAP	31 779 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	366 196 [] NA [] NAP	2 598 742 [] NA [] NAP	2 614 882 [] NA [] NAP	350 056 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	324 166 [] NA [] NAP	1 669 386 [] NA [] NAP	1 676 640 [] NA [] NAP	316 912 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	42 030 [] NA [] NAP	929 356 [] NA [] NAP	938 242 [] NA [] NAP	33 144 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	16 644 [] NA [] NAP	621 199 [] NA [] NAP	622 348 [] NA [] NAP	15 495 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	25 386 [] NA [] NAP	308 157 [] NA [] NAP	315 894 [] NA [] NAP	17 649 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	71 648 [] NA [] NAP	71 553 [] NA [] NAP	64 177 [] NA [] NAP	79 024 [] NA [] NAP	19 367 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	52 288 [] NA [] NAP	513 485 [] NA [] NAP	511 693 [] NA [] NAP	54 080 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

<p>. Commence of bankruptcy proceedings Bankruptcy proceedings Composition proceedings Non-litigious proceedings about rent, non profit cooperative association for housing, home ownership Proceedings about Lease of farm land Wardship cases in connection with administration of assets, custody and maintenance Uncontested payment orders Enforcement cases</p>
--

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

<p>. Probate Proceedings Cases concerning the Administration of justice Cancellation proceedings and proceedings in connection with [official] declaration of death authentication of signatures proceedings to render legal assistance in civil matters for other courts (also international ones) General civil proceedings, that are not allocated to other categories of cases Some Non litigious family matters</p>

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	24 435 [] NA [] NAP	70 019 [] NA [] NAP	71 055 [] NA [] NAP	23 399 [] NA [] NAP	794 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	5 579 [] NA [] NAP	23 682 [] NA [] NAP	23 895 [] NA [] NAP	5 366 [] NA [] NAP	217 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	8 730 [] NA [] NAP	27 478 [] NA [] NAP	27 827 [] NA [] NAP	8 381 [] NA [] NAP	365 [] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. The distinction between misdemeanour criminal cases and severe criminal cases is possible only for the criminal courts. However the total number includes administrative criminal law cases as well, where distinction is not possible.

4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	5 003 [] NA [] NAP	25 461 [] NA [] NAP	25 703 [] NA [] NAP	4 761 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Affaires administratives	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres affaires	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	1 185 [] NA [] NAP	9 643 [] NA [] NAP	9 680 [] NA [] NAP	1 148 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	803 [] NA [] NAP	7 108 [] NA [] NAP	7 140 [] NA [] NAP	771 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

2. Infractions mineures	382 [] NA [] NAP	2 535 [] NA [] NAP	2 540 [] NA [] NAP	377 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême



099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	2 818 [] NA [] NAP	8 885 [] NA [] NAP	8 850 [] NA [] NAP	2 853 [] NA [] NAP	57 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	2 191 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 802 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 787 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 206 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	57 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The reasons for this increase of the incoming administrative cases is related to the high number of cases in the field of asylum and aliens law.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

() Oui

(X) Non

Commentaires

099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? []

d'affaires classées par cette procédure ? []

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	791 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 855 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 980 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	666 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	161 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	784 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	769 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	176 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Infractions mineures	630 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 071 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 211 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	490 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques



101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.
Divorce contentieux	2 700 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 497 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 686 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 511 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Licenciement	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Faillite	9 922 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	24 910 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	24 799 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 033 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Vol avec violence	162 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	520 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	539 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	143 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Homicide volontaire	35 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	80 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	89 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	26 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	331 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 030 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 872 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	489 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	29 017 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	31 560 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	23 210 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	37 367 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. See http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/1022-asylum_factsheet_Austria_en.pdf

102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du

jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	[X] NA [] NAP	222 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Divorce contentieux	[X] NA [] NAP	161 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Licenciement	[X] NA [] NAP	164 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Faillite	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Vol avec violence	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Homicide volontaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. NAP

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. The figure mentioned for litigious divorces is showing precisely only this kind of procedure. The figure for Employment dismissal cases is taken from the average length (median) of litigious procedures in civil labour categories as they go along with. The figures concerning the length of procedure are calculated as follows: Median length in months x 4,33 x 7.

% of pending cases for more than 3 years: pending cases for more than 3 years divided by incoming cases = 1,3%

4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public



105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

[X] diriger ou superviser l'enquête policière

[X] mener des enquêtes

[X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes

[X] porter une accusation

[X] soumettre l'affaire au tribunal

[] proposer une peine au juge

[X] faire appel

[] superviser la procédure d'exécution

[X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

[X] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

[] autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires Prosecutor can not propose the penalty to the judge, but the prosecutor's office prepares the indictment.

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

[X] affaire civiles

[] affaires administratives

[] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Only in few, certain, exactly defined cases, the public prosecutor has the right to file an action before a civil court to have a marriage declared null and void, inter alia in the case of bigamy or if the marriage was merely or predominantly concluded to obtain the nationality or the family name of one spouse by the other. Furthermore, the public prosecutor represents the public interest in judicial proceedings, with which a person is declared dead. Inter alia he/she has the opportunity to give a statement before such a decision and has to request the nullification or the amendment of such a declaration, if a person has been declared dead but still is alive or has died on a different day than the day stated in the declaration of death.

107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires pénales en première instance

	Reçues par le procureur au cours de l'année de référence	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur	465 944	372 221	18 536	60 749
	<input type="checkbox"/> [] NA <input type="checkbox"/> [] NAP	<input type="checkbox"/> [] NA <input type="checkbox"/> [] NAP	<input type="checkbox"/> [] NA <input type="checkbox"/> [] NAP	<input type="checkbox"/> [] NA <input type="checkbox"/> [] NAP

Commentaires

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?

	Nombre de procédures du plaider coupable
Total	<input checked="" type="checkbox"/> [X] NA <input type="checkbox"/> [] NAP

Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pendant la procédure judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.

	Nombre d'affaires
Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)	372 221 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	213 601 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	147 078 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	11 542 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

Oui

Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.

Sources : Business Information System (BIS) of judiciary, Court Automation, Data Warehouse.

5. Carrière des juges et procureurs

5.1. Recrutement et promotion

5.1.1. Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

[X] principalement par concours (concours ouvert)

[X] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

[] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires All judges except administrative go through a competitive exam (open competition).

For the appointment as a judge at an administrative court, a five year professional experience and the (previous) passing Service exam or an authorisation to teach at University is required. Only the best of the applicants are selected to be represented in the shortlist of three candidates created by the competent judicial committee of the administrative Courts.

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

[] une instance composée seulement de juges

[] une instance composée seulement de non juges

[X] une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : Appointment by the Federal President (High judges) or by the Federal Minister of Justice based upon a Nomination by an authority composed of judges.

Administrative Courts:

Appointment by the Land Government based upon a nomination by the competent judicial committee or the administrative court or appointed by the Federal President based upon a nomination by the competent judicial committee or the administrative court Supreme Administrative Court: NAP, within the Supreme Administrative Court there aren't any "Young professionals"/"recent graduates"

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)

[] Concours / Examen

[] Autre(s) modalit (s) (entretien professionnel ou autre)

[X] Absence de proc (dure sp (cifique

Commentaires - Veuillez pré(ciser comment se d (roule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen): general nondiscrimination rules apply (in case of equally qualified applicants, the female applicant has to be appointed).

113-1. Veuillez indiquer les crit (res retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs r (ponses possibles)

[X] Les ann (es d'exp (rience

[X] Les comp (tences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

[] La performance (quantitative)

[] Les r (sultats d' (valuations

[X] Les crit (res subjectifs (par exemple, l'int (grit (, la r (putation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.2.Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Le ministère public est-il :

statutairement indépendant

sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale

autre (veuillez préciser) :

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...).

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires Only judges or prosecutors can be appointed as prosecutors. They have to meet the requirements for being appointed as a professional judge.

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

une instance composée seulement de procureurs

une instance composée seulement de non procureurs

une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : See question 116. Applicants have to meet the same requirements and complete the same training periods and exams as judges before they can apply for a post as prosecutor.

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires In Austria "promoting" means exclusively the appointment to higher posts like the chief of a public prosecution, a General Advocate or a prosecutor of second instance. The Federal President appoints public prosecutors upon proposal by the staff commission.

However, for most established (lower) public prosecutor posts he has delegated the right of appointment to the Federal Minister of Justice.

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)

- Concours / Examen
- Autre(s) modalit (s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : See question 116. In the proposal which includes a ranking of the applicants the staff commission has to consider the professional experience, the appropriate application, organizational skills and the appraisals of the applicants.

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Les résultats d'évaluations
- Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (  savoir "  vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- (X) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65
- () Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : A judge has to be temporary retired if,

- he/she is away sick for more than one year
- he/she does not fulfil the requirements anymore
- he/she becomes a member of an Regional Administrative Court ("Landesverwaltungsgericht")

A judge has to be permanently retired if he/she has a negative review of his/her work for two years straight.

A judge loses his/her job automatically if,

- he/she loses the Austrian citizenship
- he/she gets dismissed as a disciplinary sanction
- he/she is convicted (3 possibilities)
 1. to imprisonment for more than one year
 2. to imprisonment and the not suspended sentence exceeds half a year
 3. because of abuse of authority (in a sexual context)

121-1. Un juge peut-il être transf r  dans une autre juridiction sans son consentement :

- Pour des raisons disciplinaires
- Pour des raisons organisationnelles

[X] Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) : Ad for organisational reasons: In case of court closures/mergers the transfer has to be regulated by federal law. This has never been necessary so far because affected judges usually apply for other posts in time. Ad Other reasons: A judge has to be transferred if nonprofessional circumstances (that haven't been inflicted by him-/herself) permanently damage his/her reputation and ability to perform the duties of his/her post to an extent that he/she would not be able to function as a judge at that post anymore. Furthermore in cases of adoption of the judge by another judge of the same district court, adoption of another judge of the same district court by the judge or marriage or non-marital relationship of judges of the same district court.

[] Non

Commentaires Answer is NO for the Administrative Courts.

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

() Oui, durée de la période probatoire (en années) :

(X) Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

(X) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65, deferment of five years is possible

() Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : Comment :

A public prosecutor has to be temporary retired if,

- he/she is away sick for more than one year

- he /she does not fulfil the requirements anymore

- he /she becomes a member of an Regional Administrative Court ("Landesverwaltungsgericht")

A public prosecutor has to be permanently retired if he/she has a negative review of his/her work for two years straight.

A public prosecutor loses his/her job automatically if,

- he/she loses the Austrian citizenship

- he/she gets dismissed as a disciplinary sanction

- he/she is convicted (3 possibilities)

1. to imprisonment for more than one year

2. to imprisonment and the not suspended sentence exceeds half a year

3. because of abuse of authority (in a sexual context)

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

() Oui, durée de la période probatoire (en années) :

(X) Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

NA

NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : NA

5.2. Formation

5.2.1. Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [X] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

5.2.2. Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
------------------------------	------------------------------	--------------------------------

Une institution pour les juges	[]	[]	[]
Une institution pour les procureurs	[]	[]	[]
Une institution commune pour juges et procureurs	[]	[]	[]

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'institution pour l'année de référence, en €
Une institution pour les juges	[] NA [X] NAP
Une institution pour les procureurs	[] NA [X] NAP
Une institution commune pour les juges et procureurs	[] NA [X] NAP

Commentaires

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. In Austria candidates for judges and prosecutors get the same initial training. After education the candidate is free to choose either between a career as a judge or as a prosecutor. The initial training takes about four years and is conducted by judges. All the candidates also get practice at the Public Prosecutions Office. The initial training is compulsory for each candidate. After four years of practice at Court and the Public Prosecutions Office and initial training the candidates are allowed to make the Judge Office Examination (in writing and orally), which is held by examination commissions established at each Court of appeal.

The continuous training is based on a balanced decentralized and centralized judicial training system. After having passed the examination both judges and prosecutors are free to take part in continuing education offered by the presidents of the four courts of appeal, the Public Prosecution Offices, the Judges Association and the Federal Ministry of Justice/Training Unit for Judges and Prosecutors. An annual Training Programme for judges and prosecutors is published as a booklet and distributed to every judge and prosecutor and it also can be found on the homepage of the Federal Ministry of Justice. The general in-service training offered by the judicial authorities mentioned above is taken up by more than 70% of the judges and prosecutor every year.

For administrative Judges there is the Austrian Academy of Administrative Jurisdiction.

131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur

Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
--	---

Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
1. Seulement pour les juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Seulement pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Seulement pour le personnel non-juge	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Seulement pour le personnel non-procureur	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Autres formations communes	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires :

E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : NA

5.3.Exercice de la profession

5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	53 865 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	53 865 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	131 228 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	131 228 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur au début de sa carrière	57 158 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	57 158 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	131 228		131 228	
	<input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Gross annual Salary in € on 31 Dec 2018 First instance professional judge at the beginning of his/her career 53 865

Judge of the Supreme Court or the Highest Appellate Court : 131 227,88

Public prosecutor at the beginning of his/her career: 57 158,80

Public prosecutor of the Supreme Court or the Highest Appellate Instance : 131 227,88

Administrative court:

first instance professional Judge at the beginning of his/her Career: 69 600,00

Judge of the Supreme Court or the Highest Appellate Court: 126 000

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Retraite spécifique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Logement de fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre avantage financier	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires Judges at Administrative Courts get the same benefits as functionaries (e.g. anniversary reward, child allowance, possibly cost of living bonus, travel fees of transportation allowance)

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

NAP

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Arbitrage	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Consultant	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Médiateur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Médiateur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique,

utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

juges uniquement

juges et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. In 2007, the members of the Association of Austrian Judges drew up a Declaration of Ethics, which summarises the ethical principles that guide them. This idea was further developed and therefore the General Assembly of the Association of Austrian Judges elected the members of the Ethics Council established last year on 29 November 2018. They will concentrate on questions of judicial values, measures for education and training in this context, and the interpretation and presentation of proposals for the further development of the Declaration of Ethics. It is at the discretion of the Ethics Board to deal with and respond to requests from members of the Association. However, it also has the option of taking up topics on its own initiative in order to promote the further development of ethical principles on the basis of concrete cases. Recommendations of the Ethics Council shall be addressed exclusively to the Board of the Association of Austrian Judges. Once a year, the Ethics Council submits a report to the Board and the General Assembly of the Association of Austrian Judges, which must be general and avoid allocation to specific persons. It is conceivable, but not obligatory, that a recommendation of the Ethics Council be published.

The Ethics Council meets at least four times a year.

NAP

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

procureurs uniquement

procureurs et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

NAP

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1.Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :According to the jurisprudence of the Supreme Court (Ds 1/16, 3/16, 4/16), prerequisite for disciplinary proceedings against judges (or public prosecutors) is the employer's will, i.e. the Federal Minister of Justice or the subordinated administrative authorities. Based on these disciplinary complaints, the disciplinary court decides whether to initiate formal disciplinary proceedings or not.

Autre (veuillez préciser) :

Ceci n'est pas possible

Commentaires According to the jurisprudence of the Supreme Court (Ds 1/16, 3/16, 4/16), prerequisite for disciplinary proceedings against judges (or public prosecutors) is the employer's will, i.e. the Federal Minister of Justice or the subordinated administrative authorities. Based on these disciplinary complaints, the disciplinary court decides whether to initiate formal disciplinary proceedings or not.

Concerning administrative judges authorised to initiate is the disciplinary lawyer/attorney.

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :

Citoyens

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur Général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :See the answer to question 140.

Autre (veuillez préciser) :

Ceci n'est pas possible

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	27 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

2. Insuffisance professionnelle	21 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Amende	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Diminution de salaire temporaire	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Rétrogradation de poste	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
8. Démission	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
9. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
10. Révocation	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	6 483 [] NA	5 023 [] NA	1 460 [] NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Affaires civiles	[]	[]	[X]
Affaires de licenciement	[]	[]	[X]
Affaires pénales - Défendeur	[]	[]	[]
Affaires pénales - Victime	[]	[]	[]
Affaires administratives	[]	[]	[]

[] NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats : Civil cases/Dismissal Cases: No monopoly; only in proceedings before district courts (Bezirksgerichte) when the litigation value exceeds € 5000 or before the higher courts, in appeal cases and before the Civil Supreme Courts representation by a lawyer is mandatory.

Criminal cases: No monopoly; In qualified criminal cases listed in Art 61 Code of Criminal Procedure (Strafprozessordnung) only by defence counsels (Verteidiger; i.a. lawyers, other persons authorised by law to represent in criminal proceedings or university professors for criminal and criminal procedural law); Possible representation by Member of family. In other cases also the defendant him-/herself or a legal representative. By victim protection associations (Opferschutzeinrichtungen).

Administrative Cases: No monopoly; only for appeals against decisions of the last instance and for applications and complaints lodged before the constitutional court representation by a lawyer is mandatory. Possible representation by Member of family, NGO, e.g. the party itself, each person able to represent him-/herself.

149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Membre de la famille	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personne concernée elle-même	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Syndicat	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : See comments on question 149.

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- [] Activité notariale
- [X] Arbitrage/médiation
- [X] Mandataire
- [X] Syndic de copropriété
- [X] Agent immobilier
- [X] Autres (veuillez préciser) :

Commentaires e.g. receiver in insolvency, custodian, special guardian;

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- [X] Avocat indépendant
- [] Avocat salarié
- [] Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :

Sources : Statistic from the Austrian Bar (Österreichischer Rechtsanwaltskammertag) of 31 December 2018 (available at www.rechtsanwaelte.at). The data only includes lawyers registered in the list of Austrian lawyers (6.389), lawyers registered in the list of established European lawyers (94) registered by 31 December 2018. It does not include solicitors nor legal advisors as such professions/types of service providers do not exist in Austria.

6.1.2.Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

() Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

[X] Oui, la loi contient des règles

[X] Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

[] Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3. Standards de qualité et procédures disciplinaires



157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

[X] le Barreau

[X] le législateur

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

[X] la prestation de l'avocat

[X] le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

[] Le juge

[] Le ministère de la Justice

[] Une instance professionnelle

[X] Autre (veuillez préciser) : In the first instance the Disciplinary Board of each regional Bar exercises the disciplinary authority. The Supreme Court (Oberster Gerichtshof) is the appellate body in disciplinary and professional matters (e.g. refusal of entry in the list of lawyers, challenging an election, etc) of lawyers and trainee lawyers.

Commentaires

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

Nombre de procédures disciplinaires

Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	477 [] NA [] NAP
1. Faute déontologique	[X] NA [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	[X] NA [] NAP
3. Délit pénal	[X] NA [] NAP
4. Autre	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	[X] NA [] NAP
1. Réprimande	[X] NA [] NAP
2. Suspension	[X] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[X] NA [] NAP
4. Amende	[X] NA [] NAP
5. Autre	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons :

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : Civil cases: in some tenancy law matters, before of going to court; in some family law matters ordered by the judge

Criminal cases: (Withdrawal of the prosecution (Diversion): victim-offender mediation (Tatausgleich)

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

() Oui

(X) Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Depending on the income of the family in some family law cases the price of mediation is reduced. It is supported but not usual legal aid as for bringing an action an a court.

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	2 273 [] NA [] NAP	887 [] NA [] NAP	1 386 [] NA [] NAP

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Affaires familiales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
5. Affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source :

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

[X] la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

[X] l'arbitrage

[] la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires Comment: Law on Mediation in Civil Matters (Zivilrechts-Mediations-Gesetz); § 107 Abs. 3 Non litigious Procedure Code (Außerstreitgesetz)

Sec. 198 – 209 CPC

In administrative proceedings in matters of taxes, customs duties and respective penalties arbitration is possible.

G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :

Source : www.mediatorenliste.justiz.gv.at

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1.Fonctionnement

169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

170. Nombre d'agents d'exécution

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'agents d'exécution	346 <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA

Commentaires

171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

des juges

des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques

des huissiers de justice attachés à une institution publique

autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) : see answers to the questions below.

171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des immeubles	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des rémunérations	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques

- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

Commentaires

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :

- une instance nationale
- une instance régionale
- une instance locale
- NAP

Commentaires

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?

- Oui
- Non

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

- Oui

() Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :

Source : Bundesgesetz über die Vollzugsgebühren (Federal Act on Enforcement Fees)

8.1.2.Efficacité des services d'exécution



177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires Controlling Units at the four Courts of Appeal (Vienna, Graz, Linz and Innsbruck) are established.

179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ? Controlling Units at the four Courts of Appeal (Vienna, Graz, Linz and Innsbruck).

180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?

un organisme professionnel

le juge

le ministère de la Justice

autre (veuillez préciser) :

Commentaires Controlling Units at the four Courts of Appeal (Vienna, Graz, Linz and Innsbruck).

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : There is no special mechanism for the enforcement of court decisions rendered against public. However, enforcement of court decisions against a municipality (“Gemeinde”) or a public charitable institution (“eine für öffentlich und gemeinnützig erklärte Anstalt”) may be authorised for the purpose of recovering monetary claims only in respect of those assets which are dispensable without affecting those public interests the municipality or the institution has to guarantee and protect. If enforcement serves the execution of a contractual obligation where a contractual lien had been granted, this restriction does not apply. (Article 15 of the Enforcement Act, Exekutionsordnung).

Furthermore the law stipulates notification requirements prior to the enforcement of claims against a person serving in the Federal Army or the Federal Police (a notification of the enforcement authorisation should be given to the senior officer in command of that person) and if the assets are located in military buildings (prior notice to the commander of the building and consultation of their military attaché is required).

In fulfilling international obligations, enforcement proceedings against persons enjoying immunity in Austria on the basis of international law, as well as on enforcement objects and on the premises of these persons, may only be carried out by the Federal Ministry of Justice in agreement with the Federal Ministry for Europe, Integration and External Affairs.

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Analysis of several key indicators by steering and controlling units of the courts of Appeal.

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

autre (veuillez préciser) : Inadequate behavior toward parties (e.g. obligated party).

Commentaires

184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The Reform of Law Enforcement (“FEX-project”), see <http://www.coe.int/T/dghl/cooperation/cepej/events/EDCJ/Cristal/ProjetAustria2005.pdf>

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

Existence du système

pour les affaires civiles	(X) Oui () Non
pour les affaires administratives	(X) Oui () Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- () entre 1 et 5 jours
 () entre 6 et 10 jours
 () entre 11 et 30 jours
 () plus (veuillez préciser) :
 NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	1 [] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	[X] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	[X] NA [] NAP
3. Pour délit pénal	[X] NA [] NAP
4. Autre	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Austria does not differentiate between the categories mentioned above (numbers 1 to 4). Therefore, we can only refer to the number of disciplinary cases as a whole.

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	0 [] NA [] NAP

1. Réprimande	0 [] NA [] NAP
2. Suspension	[] NA [X] NAP
3. Retrait d'une affaire	[] NA [X] NAP
4. Amende	0 [] NA [] NAP
5. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : All disciplinary proceedings against public officials are recorded in an own register for disciplinary proceedings. The Federal Ministry of Justice administrates this register. The data for questions 187 and 188 comes both from this register and from the electronic file system, which the Ministry of Justice uses (ELAK).

H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : All disciplinary proceedings against public officials are recorded in an own register for disciplinary proceedings. The Federal Ministry of Justice administrates this register. The data for questions 187 and 188 comes both from this register and from the electronic file system, which the Ministry of Justice uses (ELAK).

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1.Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

- Juge
 Procureur
 Services pénitentiaire et de probation
 Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%

50-79%

Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1. Nombre et statuts des notaires

192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	515 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	457 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	58 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Professionnels nommés par l'Etat	515 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	457 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	58 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Fonctionnaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires : Notaries in Austria are public office holders.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

diplôme

expérience professionnelle/formation professionnelle

examen

procédure de nomination par l'Etat

autre (veuillez préciser):

Commentaires

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70

non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)

authentification

certification des signatures

contrôle de légalité des documents soumis par les parties

médiation

prestation de serments

autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :Setting-up authentic instruments and private documents, agreements and contracts, collection of taxes, entries into registers, legal advice, representation of parties in certain cases.

Commentaires

194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l'exercice de leurs fonctions :

dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)

authentification

certification des signatures

contrôle de légalité des documents soumis par les parties

médiation

prestation de serments

autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

Transaction immobilière

Droit de la famille

Droit des successions

Droit des sociétés

Contrôle de la régularité des jeux de hasard

Autres

Commentaires

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?

Dans l'élaboration d'instruments authentiques

Dans l'enregistrement d'instruments authentiques (archives)

Pour d'autres activités (veuillez préciser) :

Commentaires Entries into registers, transmission of documents between notaries and courts/public administration (e.g. tax authorities)

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

Oui

Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

une instance professionnelle

le tribunal

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

Oui

Non

Commentaires

11. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : Directory of notaries, Austrian Chamber of Civil Law Notaries

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

[721]

[] NA

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : And no see below

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

[X] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

[X] Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[] Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : List of Sworn and Certified Court Interpreters, available via the internet:
<http://www.sdgliste.justiz.gv.at/>

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1. Statuts des experts judiciaires



202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

[X] experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

[X] experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

[] «Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple

: l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) :

202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?

- Le Ministère de la Justice
 Les tribunaux
 Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)
 Autre

Commentaires

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

- Oui, pour combien de temps 5 years
 Non

Commentaires

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

- Oui
 Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

- la procédure judiciaire
 le métier de l'expert
 autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- Oui
 Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

- Oui

() Non

Commentaires

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	8 917 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

- The remuneration of experts appointed by courts is governed by the Fees Claim Act (Gebührenanspruchsgesetz). It is fixed by the court on the basis of the time and effort expended, taking into account the income the experts can expect in their professional lives. In some proceedings, among others on nonlitigious matters, proceedings in which one of the parties receives legal aid, and in criminal cases some experts charges have to be fixed according to rates determined by law. The expert is furthermore compensated for costs such as travel expenses, assistants etc. The remuneration of the expert as part of the costs of litigation is paid by the litigant(s) having lost the case in civil cases. In criminal proceedings the State has to pay the expert, which is final following an acquittal; a convicted person is liable to bear these costs.

206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge : the time limit to provide the technical report has to be set out by the judge in any particular case.

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	116 889 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	78 490 [] NA [] NAP
2. Affaires administratives	[X] NA [] NAP
3. Affaires pénales	15 773 [] NA [] NAP

Commentaires

207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection

Commentaires see also answer to Q202.1

207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

Oui

Non

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : List of Sworn and Certified Court Experts, available via the internet:

<http://www.sdgliste.justiz.gv.at/>

to Q203.1

yes and no to Initial training: to get on the List of Sworn and Certified Court Experts, the expert has to proof professional experience in his area of expertise for at least ten years and knowledge of the principles of Austrian legal and court procedures and expert practices & principles.

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1. Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux • Digitization of the citizen service in the sense of a modern, citizen-oriented and efficient judiciary

• Assurance of a strictly demand-oriented use of resources to ensure a rapid and high-quality judiciary

2. Budget NA

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) Optimization of the structure of the district courts according to economic criteria and objective site criteria with the involvement of the public

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire The implementation of the Directive (EU) 2016/1919 on legal aid for suspects and accused persons in criminal proceedings and for requested persons in European arrest warrant proceedings requires adjustments in the legal aid system. For some procedural actions a thus far non-existent access to a free lawyer has to be granted under certain circumstances.

4. Conseil supérieur de la magistrature Currently there are no plans to form a Judicial Council.

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

- Establishment of a consistent basic education for all judges of the ordinary and administrative courts (BVwG)
- Quality increase through modular design of training with the possibility of setting priorities (compulsory or optional modules)
- Establishment of a shortened basic education programme which is attractive in terms of salary for lateral entrants with several years of previous professional experience
- Increase of interchangeability between ordinary and administrative jurisdiction

As regards the professions of lawyers and notaries, the Directive (EU) 2015/849 requires some additional amendments of the Lawyers' Act and the Notarial Code to clarify the already implemented AML/CFT provisions; the expected date of entry into force of these amendments is 1 August 2019. Also in preparation is the transposition of the fifth anti-money laundering directive (EU) 2018/843 in the field of the professional law of lawyers and notaries.

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération In 2018, a task force was set up to develop recommendations in the fields of victim protection, active work with offenders and the extension of sentences in cases of violence and sexual crimes. Experts from federal ministries, from practice and science, presented their final report in mid-January 2019. The report contains concrete recommendations for the reform of the substantive and procedural aspects of criminal law. For instance, it proposed an amendment to the penal code to introduce female genital mutilation as a proper criminal offense and it also proposed various improvements and clarifications in the field of victim protection. In mid-February 2019, individual measures proposed by the task force were agreed by the Council of Ministers. In May 2019, draft bills for implementing these measures have been sent out for public consultation until the end of June 2019, entitled as draft of a "3rd Violence Protection Act" ("Drittes Gewaltschutzgesetz"). The draft also includes a provision concerning the extension of the limitation period for damage claims under

civil law of crime victims.

7. Exécution des décisions de justice A reform of the Enforcement Act (Exekutionsordnung) increasing the efficiency of enforcement procedures of civil law judgements and improving the collection of receivables is planned for 2020. One of the main aspects of the current draft is the establishment of a court-appointed administrator, who will facilitate and improve the finding and identification of suitable assets.

8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges NA

9. Lutte contre la criminalité NA

9.1 Système pénitentiaire Against the background of the detestable terror attacks of recent years concerns have been repeatedly raised about the problems of radicalisation in prisons, and de-radicalisation and resocialisation programmes have been initiated. The Austrian Prison Administration has taken a plethora of measures to effectively counter this phenomenon. In 2015 an interdisciplinary Task Force “De-Radicalisation in Prison” was established, which is preparing strategies and implementation proposals, coordinating and supervising all activities in this area and is providing information between the stakeholders involved as well as ensuring good cooperation within the service and with other relevant Ministries, the Probation Service and non-governmental organisations on national and international level. A comprehensive package of measures for the prevention of extremism and for de-radicalisation in prisons has been developed and a number of measures, in particular in the areas of security, care, risk assessment, transition management and aftercare, training and further education as well as research have already been implemented.

9.2 La justice adaptée aux enfants Since July 2010 a judge can instruct a child advisor in cases of parental custody or cases about the right to access to one’s child to support the child in the procedure and help to find out his or her wishes.

9.3 La violence entre partenaires See also Point 6 above. The draft of the “3rd Violence Protection Act” (“Drittes Gewaltschutzgesetz”) also includes legislative measures concerning restraining orders in order to further improve the victim’s protection against violence. The changes foresee inter alia a better cooperation between victim help centers, security authorities and courts and the possibility to file a restraining order in cases of cyberbullying.

10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication Strategic Justice 3.0 initiative

The initiative aims to find the best possible IT support for all the different user groups up to all-electronic handling of cases in the light of current technical trends and possibilities. The overall report concluding phase 1 of Justice 3.0 was published and communicated in June 2014.

Based on that report and the implementation plan contained therein, phase 2 of Justiz 3.0 was started, with several parallel projects running to establish and optimise the bases of digital file management. Among other things, the prerequisites for a viable Austria-wide scanning process and text recognition, a file document management and workflow system are being created.

By the end of 2016 a pilot project for completely digital file management was started in four Regional Courts, which will provide the basis for more upgrading and enhancement steps.

After implementing significant technological and functional improvements another pilot run started in May 2018 at the Commercial Court of Vienna.

According to our financial leeway roll-out of justice 3.0 hard- and software will proceed to additional courts and types of proceeding. An information video highlighting the strategic approach as well as soft- and hardware developments is available at www.justiz.gv.at (E-Government » Justiz 3.0).

11. Autres NA